

Brèves économiques

Afrique de l'Est et Océan Indien

- Régional** Mise à jour de la classification des pays par revenus par la Banque Mondiale
- Éthiopie** Approbation de 165 MUSD en don par la Banque africaine de développement
- Kenya** Le Kenya en passe d'annuler les contrats d'achats d'électricité dans un contexte de baisse de la demande
- Madagascar** Forte diminution du commerce extérieur
- Ouganda** Aide budgétaire de 300 MUSD par la Banque mondiale contre la Covid-19
- Rwanda** Augmentation du nombre de prêts restructurés
- Soudan** Poursuite de la réduction progressive des subventions
- Tanzanie** Trois accords de financement signés entre l'AFD et le gouvernement tanzanien pour un total de 230 MEUR

Actualités Régionales

Covid19: Evolution de la situation sanitaire AEOI.

Entre le 29 juin et le 6 juillet, selon l'OMS*, le nombre de cas officiellement déclarés a progressé de 13 % sur la zone AEOI, convergeant ainsi avec le rythme de progression mondial de la pandémie (mais les décès progressent plus rapidement, à 9% sur la semaine contre 6% dans le monde). Le nombre de cas continue d'accélérer à Madagascar (+42 % cette semaine, après +30 %), qui a donc décidé de reconfiner la population de la région de Tananarive pour quinze jours prolongeables si nécessaire, induisant des craintes sur le volet économique et social.

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril ; les émeutes récentes en Ethiopie ont suspendu la communication régulière sur le suivi de l'épidémie.

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	22/6	29/6	6/7	22/6	29/6	6/7
Burundi	144	170	191	1	1	1
Comores	247	293	311	5	7	7
Djibouti	4 582	4 643	4 792	45	52	55
Erythrée	143	191	215	0	0	0
Ethiopie	4 532	5 689	6 386	74	98	116
Kenya	4 738	6 070	7 886	123	144	160
Madagascar	1 596	2 078	2 941	14	18	32
Maurice	337	341	341	10	10	10
Rwanda	728	900	1 105	2	2	3
Seychelles	11	77	81	0	0	0
Somalie	2 779	2 894	2 997	90	90	92
Soudan du Sud	1 882	1 966	2 098	34	36	40
Soudan	8 580	9 258	9 767	520	572	608
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	755	833	939	0	0	0
Total AEOI	31 563	35 912	40 554	939	1 051	1 145

Mise à jour de la classification des pays par revenus par la Banque Mondiale. Le 1^{er} juillet 2020, la Banque Mondiale a, comme chaque année, mis à jour sa classification des pays par catégorie de revenus. Celle-ci se base sur le revenu national brut par habitant de l'année qui précède, à savoir 2019, et n'intègre donc pas les effets actuels de la crise. Sur les dix changements de classification dans le monde, trois

concernent des pays de l'AEOL : Maurice passe en effet dans le groupe des *High Income*, son RNB/hab de 12 740 USD dépassant le seuil fixé à 12 535 USD pour 2019 ; il devrait cependant redescendre dès 2020 compte tenu de l'impact massif de la crise sur le tourisme, élément clé de l'économie mauricienne. La Tanzanie entre dans le groupe des *Lower Middle Income*, avec un RNB/hab de 1 080 USD, au-dessus du seuil de 1 036 USD, atteignant ainsi prématurément l'objectif fixé à 2025. Dans l'autre sens, le Soudan, du fait de la dégradation des termes de l'échange, voit sa série de RNB révisée depuis 2009, atteignant 590 USD/hab en 2019 (contre un niveau précédent à 1 560 USD), le classant ainsi dans le groupe des *Low Income*.

Actualités pays

ETHIOPIE

Approbation de 165 MUSD en don par la Banque africaine de développement (BAfD). Ce concours, approuvé le 3 juillet, répond aux besoins exprimés par le Gouvernement éthiopien dans le *National Emergency Response Plan* (NERP) pour lutter contre l'épidémie C19. Selon la BAfD, la crise sanitaire a entraîné une crise économique et sociale, ralentissant la croissance à 3,1% ou 2,6% sur l'année fiscale 19/20 selon les scénarios, et augmentant le ratio dette/PIB de 3,3 points (à 56,8%). Le programme vise à soutenir le système de santé (103 MUSD pour l'acquisition d'équipements médicaux, de surveillance et la formation de 45 000 personnels de santé – dont 30% de femmes), à appuyer la réponse sociale, notamment face à l'accroissement des distributions alimentaires (scolaires, étudiants), et à préserver la résilience économique, en appuyant l'accès au financement de 5000 PME et les efforts du gouvernement pour préserver 26 000 emplois. Ce concours de la Banque africaine intervient après la mobilisation d'un financement d'urgence FMI de 411 MUSD en avril, puis d'un soutien budgétaire additionnel (DPF2) de la Banque Mondiale de 250 MUSD en mai 2020.

Lancement du projet de Bus Rapid Transit (BRT). Le Premier Ministre éthiopien a inauguré le 27 juin, le projet *Bus Rapid Transit Lane*, pour la construction des premières lignes de bus à haut niveau de service à Addis Abeba. Porté par la ville d'Addis Abeba, l'axe nord-sud du projet (Wingate à Jemo – 20km) est financé par l'AFD pour un montant de 85 MEUR, et l'axe est-ouest (Torhailoch à Bole Airport - 11km), par la Korean Exim Bank à hauteur de 63 MUSD. Pour la première ligne, la fréquentation est estimée à plus de 159 000 personnes par jour d'ici 2030. Alors que le recensement national de 2007 chiffrait la population d'Addis à 2,7M de personnes, les projections actuelles tablent sur 7M d'habitants d'ici 2022 et 13M d'ici 2030.

KENYA

Le Kenya en passe d'annuler les contrats d'achats d'électricité dans un contexte de baisse de la demande. *Kenya Power*, principal fournisseur d'électricité du pays, n'est aujourd'hui plus en capacité d'absorber l'électricité produite en raison d'une baisse significative de la consommation d'électricité (- 15,3% en avril 2020). Le ministère de l'énergie estime que les restrictions imposées pour limiter la propagation de la Covid-19, comme la mise en place d'un couvre-feu, ont eu pour conséquence de fortement réduire l'activité économique et donc la demande en électricité. Le ministère a déclaré que la clause de force majeure figurant dans les contrats de production d'électricité avec achat garanti pouvait être invoquée dans cette situation, ce qui signifie que le Kenya ne serait plus juridiquement lié par les contrats actuels pour l'achat et le paiement de l'électricité produite par les opérateurs privés. Cette situation intervient alors que *Kenya Power* a annoncé une baisse d'au moins 25% de ces bénéfices nets pour l'année budgétaire se terminant au 30 juin 2020. Cette décision pourrait, à terme, entraîner une crise du marché et nuire à l'approvisionnement en électricité du pays.

Forte baisse du soutien de l'Etat aux secteurs prioritaires. Dans le cadre du budget 2020/21, l'enveloppe pour le *Big Four Agenda*, à 1,1 % du PIB est largement en deçà de l'ambition initiale de 3,3 % du PIB inscrite dans le *Medium Term Plan III* portant sur la période 2018-2022. Le montant total de 128,3 Mds KES se répartit entre (i) 50,3 Mds KES pour la couverture de santé universelle, (ii) 15,5 Mds KES pour le l'accès au logement, (iii) 18,3 Mds KES pour le soutien au secteur manufacturier et (iv) 52,8 Mds KES pour la sécurité alimentaire. L'accès au logement est réduit à 6,9 Mds KES alloués au programme « *Affordable Housing* » soit une réduction de 34,3 % par rapport à 2019/20 et les exemptions d'impôt sur les revenus des plans d'épargne logement sont abrogées. L'enveloppe allouée au secteur manufacturier apparaît faible considérant l'érosion de la part du secteur dans le PIB, de 13,0 % en 2011 à 7,4 % en 2019 (contre un objectif de 15,0 % d'ici à 2022).

MADAGASCAR

Forte diminution du commerce extérieur de Madagascar sur les cinq premiers mois de 2020. Le commerce extérieur malgache a diminué en raison du ralentissement des échanges dans le contexte de la crise de la Covid-19. Sur les cinq premiers mois de 2020, les importations ont baissé de 14 % (1,35 Md EUR fin mai contre 1,16 Md EUR en 2019) et les exportations ont baissé de 11 % (890 MEUR contre 790 MEUR). Les importations restent concentrées à 27 % autour des achats de matières premières devant les autres biens (25%), et les équipements (20%), qui accusent chacun une diminution de 13 %, alors que l'alimentation, qui progresse de 9%, atteint 15% du total importé. Les exportations sont concentrées à 38% autour des ventes de céréales, épices, fruits et légumes, devant le nickel et cobalt (19%), qui, en diminuant de respectivement 10 et 8%, résistent mieux que les produits textiles, en chute de 17%, ne représentant plus que 16% du total exporté.

OUGANDA

Aide budgétaire de 300 MUSD par la Banque mondiale pour lutter contre la Covid-19. Le crédit, approuvé le 29 juin 2020, sera utilisé (i) renforcer la réponse à la crise due à la Covid-19 et protéger les plus vulnérables, et (2) favoriser la reprise économique tout en améliorant la transparence de la dette. Il a une durée de 38 ans, comprenant un délai de grâce de 6 ans. La Banque a déclaré que les efforts de l'Ouganda pour contenir la propagation du nouveau coronavirus avaient fortement frappé l'économie du pays et risquaient de plonger 3,15 millions de citoyens supplémentaires dans la pauvreté. Déjà, environ 8,7 millions d'Ougandais vivent en dessous du seuil de pauvreté de moins de deux dollars par jour. La pandémie de Covid-19, les inondations et l'invasion de criquets ont nui à l'économie, réduisant la croissance économique globale prévue de l'Ouganda à un faible 3-4 % pour l'exercice budgétaire 2020/21, contre 6,3 % précédemment prévus. Couplée au versement de 490 MUSD du FMI sur la Facilité de Crédit Rapide (150 MUSD de soutien budgétaire et 340 MUSD d'appui à la balance des paiements), cette opération contribuera à apporter les ressources budgétaires nécessaires pour répondre à la crise.

L'UE accorde 6 MEUR au ministère du tourisme pour la relance du secteur. Le ministère du tourisme a indiqué que le financement de l'UE permettrait de bonifier les prêts de la Banque de développement de l'Ouganda au secteur privé, afin qu'il puisse emprunter au taux de 8 %. Plusieurs hôtels du pays ont fait faillite pendant la période de fermeture causée par la Covid-19, notamment parce que la plupart des clients viennent de l'étranger.

RWANDA

Augmentation du nombre de prêts restructurés. La Banque Nationale Rwandaise (BNR) a annoncé qu'entre janvier et avril 2020, 83 133 prêts commerciaux ont été restructurés, pour un montant total de 602 MEUR soit 28,4 % du portefeuille des banques commerciales. Les secteurs les plus concernés seraient

le tourisme, les transports et le commerce. La BNR avait, dès mars 2020, encouragé les banques commerciales à restructurer les emprunts de leurs clients, sans toutefois émettre de directives précises.

Les recettes de la Rwanda Revenue Authority (RRA) revues à la baisse pour l'exercice 2019/20. La RRA n'a perçu que 93 % des revenus prévus pour l'année 2019/20. Cela s'explique principalement par une baisse de la collecte des impôts, en raison des conséquences de l'épidémie de Covid-19 sur les activités économiques. Les revenus ont toutefois augmenté de 57,8 MEUR par rapport à l'exercice 2018/19. Pour l'année 2020/21 qui vient de débiter, RRA fait une prévision 10 % moins élevée que sa projection initiale pour l'exercice 2019/20.

Signature d'un accord de financement entre le Rwanda et les Etats-Unis. USAID et le Ministère de l'économie et de la planification ont signé un accord de financement sur cinq ans, pour un don de 644 MUSD afin de soutenir la stratégie de développement du Rwanda, dont 48,6 MUSD déboursé dès la signature de la convention le 2 juillet. Cela viendra, dès à présent, financer les secteurs de la santé (22,4 MUSD), l'éducation (2,8 MUSD) et le secteur privé (21,1 MUSD), domaines clés de la stratégie nationale de transformation. Le portefeuille d'USAID au Rwanda s'élève actuellement à 700 MUSD.

Signature de deux accords de financement entre l'AFD et le gouvernement rwandais. Le 30 juin, le ministère de l'économie et de la planification du Rwanda, l'AFD et l'ambassade de France ont signé deux accords de financement, pour un montant total de 49,5 MEUR. Le premier appuie le plan de réponse du gouvernement rwandais à la pandémie de Covid-19 à travers un appui budgétaire de 40 MEUR, visant à la fois le volet sanitaire et la protection sociale. Le deuxième accorde une subvention de 5,8 MEUR, qui vise à soutenir le développement du système de formation professionnelle du pays. Dans ce cadre, une enveloppe complémentaire de 1,7 MEUR sous la forme d'une assistance technique de l'opérateur français Expertise France.

Augmentation de la production de semences agricoles locales. Alors que le Rwanda importe traditionnellement une grande partie de ses semences agricoles, le gouvernement a annoncé que la hausse de la production locale en 2019/20 devrait se substituer aux importations dès septembre 2020. Le ministère des Finances et de la Planification économique affirme que le pays a ainsi dépassé ses objectifs de production locale de semences de maïs (1 750 T), de semences de blé (258 T), de semences de soja (290 T) et de semences de haricots (192 T) au cours de l'exercice 2019/20. En 2018/19, les objectifs de production de semence n'avaient été atteints qu'à 31 %, entraînant des importations d'une valeur de 6,1 MEUR. En outre, une nouvelle agence, la *Rwanda Inspection and Competitiveness Agency* sera désormais chargée de l'inspection des semences.

SOUDAN

Poursuite de la réduction progressive du régime de subvention. Le gouvernement vient d'autoriser la vente de pain non subventionné, mais uniquement dans l'Etat de Khartoum et sous certaines conditions. Cette mesure s'inscrit dans le cadre global d'un processus de réduction progressive des subventions des produits de base (carburants, blé et médicaments). En mai, le ministre des finances avait annoncé que 80 % des stations de service proposaient du carburant au prix du marché : 26 SDG (soit 0,18 USD au taux parallèle) le litre d'essence et 23 SDG (soit 0,16 USD) le litre de diesel, ce qui représente, par rapport aux prix subventionnés, une augmentation de 350 % pour l'essence et de 450 % pour le diesel. En plus de l'impact financier des subventions (10% du PIB) 40 % du carburant subventionné faisait l'objet de contrebande avec les pays frontaliers. Quant aux médicaments, malgré l'engagement du gouvernement à maintenir les subventions, la Banque centrale peine à fournir aux importateurs des devises au taux officiel (55 SDG/USD). Dans le même temps, les autorités sanitaires refusent la libéralisation des prix de vente, ce qui se traduit par une accentuation de la pénurie.

Levée progressive du confinement à Khartoum et ralentissement des nouveaux cas enregistrés. Le Haut Comité des urgences sanitaires a annoncé, le 7 juillet, la levée du confinement de la population de

l'Etat de Khartoum, avec le maintien d'un couvre-feu de 18H à 6H, à compter du 8 juillet. Les agents du secteur public et les employés du secteur privé pourront reprendre progressivement le travail, à compter du 12 juillet, sous réserve de porter un masque pendant leurs horaires de travail. Quant au nombre de cas officiellement confirmés, il a progressé plus lentement, passant de 9 257 cas confirmés le 24 juin à 9 894 le 3 juillet, soit + 6,9 % en 10 jours. Sur la même période, le nombre de décès a progressé de 7,8 %, passant de 572 à 616. Ce ralentissement résulterait de la faiblesse des capacités techniques et humaines au sein des laboratoires publics habilités à tester la Covid-19.

TANZANIE

Trois accords de financement signés entre l'AFD et le gouvernement tanzanien pour un total de 230 MEUR. L'AFD et le ministère des finances ont signé trois accords de financement, pour un montant total de 230 MEUR, visant à soutenir (i) le programme national d'électrification rurale (100 MEUR), (ii) le projet d'interconnexion entre la Tanzanie et la Zambie (100 MEUR) et (iii) le prolongement du projet d'eau et d'assainissement du lac Victoria (30 MEUR), partagé entre la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda.

Une subvention de 300 000 EUR signée entre l'AFD, Aga Khan Health Service et le gouvernement. Dans le cadre de l'initiative mondiale *Covid-19 Health in Common*, la subvention devrait permettre d'établir des unités de maladies infectieuses à Dar es Salam et Mwanza. Elle répondra à quatre priorités: le développement des capacités d'accueil pour répondre à l'augmentation des cas, l'amélioration des installations sanitaires, le renforcement des capacités des personnels médicaux et (iv) finalement le renforcement du niveau technologique des unités de soin.